

Délibération du conseil d'administration de l'université Savoie Mont Blanc
Séance du 27 juin 2023
N° 2023.06.27_5.1.

Point 5 – Personnels

5.1. Allocation des moyens enseignants et enseignants-chercheurs 2023 : transfert de poste rentrée 2023

Vu le code l'éducation ;

Vu les statuts de l'université Savoie Mont Blanc adoptés par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifiés ;

Vu le règlement intérieur de l'université Savoie Mont Blanc adopté par le conseil d'administration le 8 juillet 2014, modifié ;

Vu l'avis du conseil social d'administration en date du 9 mai 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

Vu la délibération n°2023.05.17_B_1 prise en conseil académique restreint du 17 mai 2023, portant sur l'objet de la présente délibération ;

Vu l'avis du conseil académique en date du 15 juin 2023 portant sur l'objet de la présente délibération ;

► **Le conseil d'administration approuve le transfert du poste de maître de conférences n° emploi 801, section 6, de l'IUT d'Annecy vers la composante Lettres, Langues et Sciences Humaines (LLSH), dans le cadre de la campagne d'allocation des moyens enseignants et enseignants-chercheurs pour la rentrée 2023.**

Résultat du vote :

Membres en exercice :	34	Nombre de suffrages exprimés :	24
Quorum :	17	Contre :	0
Membres présents :	20	Abstention :	0
Membres représentés :	4	Pour :	24
Nombre de votants :	24		

Fait à Chambéry, le

03 JUIL. 2023

Le Président de l'université Savoie Mont Blanc,



Philippe GALEZ

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable à la direction des affaires juridiques et institutionnelles

Délibération publiée sur le site internet de l'université le :

03 JUIL. 2023

Transmise au recteur de région académique le :

03 JUIL. 2023

Modalités de recours contre la présente délibération : La présente délibération pourra faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au recteur, d'un recours administratif auprès du président de l'université Savoie Mont Blanc ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative. La requête peut être déposée au greffe de la juridiction ou adressée par voie postale ou par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

En cas de recours administratif préalable, le délai du recours contentieux est prolongé de la durée de réponse de l'auteur de la décision. Dans cette hypothèse, vous disposez de deux mois pour déposer un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, à compter de la notification d'une décision expresse ou de la naissance d'une décision implicite de rejet résultant du silence gardé par l'administration pendant deux mois.